

Christian Estrosi : « Je fais le choix de ma terre »

Le candidat des Républicains aux régionales se présente comme l'incarnation d'un territoire et d'une histoire plus que d'un parti. Avant un week-end très chargé, il décline ses premières propositions

J'entends consacrer mon expérience et mon énergie à notre terre. Christian Estrosi s'inscrit sur le terrain des racines, pour un engagement régional qu'il veut aujourd'hui total. Après une violente passe d'armes avec Marion Maréchal-Le Pen en début de semaine, le député-maire de Nice souhaite ramener le débat dans le champ des projets. Le candidat des Républicains, qui estime être le seul rempart crédible au FN, en détaille ici quelques-uns, avant plusieurs rendez-vous ce week-end, notamment avec les jeunes à Fréjus.

La campagne a tourné au pugilat verbal entre vous et Marion Maréchal-Le Pen...

J'avais ignoré ses attaques jusqu'ici, mais il y a tant de haine au sein même du FN que j'ai voulu rappeler des faits. Quand j'entends Marion Maréchal-Le Pen dire que notre région risque de devenir une favela, cela en dit long sur la déprime et le désespoir que véhicule le FN et cela discrédite tout son programme. A présent, je veux parler aux électeurs et non à mes adversaires.

Que vous inspire l'ouverture du FN à Olivier Bettati, qui fut votre adjoint, et à Philippe Vardon, chef de file des Identitaires ?

Je vous l'ai dit, je veux me concentrer sur les projets. Vous parlez d'ouverture, je parle de fermeture.

Le ralliement du Modem à votre liste est-il finalisé ?

Le Modem participe à mes groupes de travail. Je rendrai publiques le 15 septembre mes listes qui seront l'illustration du rassemblement que j'ai réussi entre différentes formations de la droite républicaine et du centre.

Venons-en donc à votre projet régional. Quelle en sera la philosophie générale ?

Elle repose sur deux axes. Un projet solide, se traduisant par une vraie stratégie. L'idéologie ne crée ni emplois, ni dignité sociale. Ensuite, la garantie que je pourrai l'appliquer, parce que je suis un homme libre : mon projet ne se référera à aucun moment à un modèle imposé par une formation politique. Là où au FN Marine Le Pen et sa nièce font du copié-collé, j'ai réuni cent cinquante experts (Maud Fontenay, Jean-Jacques Aillagon et d'autres, ndr) autour de moi et c'est sur cette expertise-là que je fonde mon programme, pas sur la doctrine d'un appareil.

Marion Maréchal-Le Pen a déclaré que la ligne à très grande vitesse entre Nice et Marseille était « infaisable ». Votre avis ?

Ma priorité, c'est l'économie et l'emploi. Nous allons gérer les transports par rapport à ce qu'ils peuvent apporter à notre projet économique, en termes de désenclavement et de compétitivité. Sur la LGV, ma vision est pragmatique. Je préfère donc travailler sur des options immédiates, qui ne condamneront pas définitivement la LGV, mais qui amélioreront nos transports, tant à grande vitesse qu'en desserte régionale. D'ici à 2022, je m'engage ainsi à mener à bien trois grands projets : le passage souterrain en gare Saint-Charles pour que Marseille ne soit plus un cul-de-sac, le pôle multimodal de l'aéroport de Nice et un premier tronçon LGV de Nice jusqu'à l'est-varois. Dans le même temps, nous mettrons au gabarit la ligne ferroviaire entre Nice et Vintimille, ce qui rapprochera Nice à 1 h 10 de Gênes et 2 h 30 de Milan.

« Mise en place d'une police des transports »

Comment comptez-vous améliorer la ponctualité et la sécurité dans les TER ?

Nous sommes la région de France qui a le taux de retard le plus important et les jours de grève les plus nombreux. J'entends donc renégocier les conventions avec la SNCF et nous ouvrir à la concurrence. En Allemagne, en améliorant la desserte et la ponctualité, la concurrence a permis d'augmenter la fréquentation des trains de 40 % en trois ans.

Dès 2016, nous équiperons par ailleurs toutes les rames d'une vidéosurveillance raccordée à un central de supervision. Elle sera assortie de portiques de contrôle dans les gares et de la mise en place d'une police régionale des transports, qui pourra être déclinée aussi dans les lycées. Cela pourra représenter une centaine d'agents pour les transports uniquement. Je précise que ce ne sera pas du personnel en plus, mais un redéploiement. Je baisserai en effet les effectifs globaux de la Région, de l'ordre de 15 % sur trois ans, pour dégager des marges d'autofinancement et d'investissement qui sont aujourd'hui insuffisantes.



« Quand je m'engage, je m'engage vraiment. »

(Photo DR)

Votre projet économique ?

D'abord la création d'un fonds régional d'investissement, avec un guichet unique pour les entrepreneurs. En échange d'engagements sur la création d'emplois, ce fonds pourra consentir des prêts aux entreprises désireuses de se développer et d'innover. Ensuite, des prêts à taux zéro pour aider à l'installation d'entreprises dans la région. Nous rentrerons aussi au capital d'entreprises en difficulté, avec obligation de réinjecter la plus-value éventuellement réalisée dans l'économie régionale. Nous rationaliserons par ailleurs toutes les aides à projets, aujourd'hui saupoudrées. La base de tout modèle de croissance, c'est l'innovation, c'est ce que je veux encourager, comme je l'ai fait à Nice. Je veux accompagner les entreprises innovantes par un crédit innovation et négocier l'implantation d'accélérateurs pour lesquels le label *French Tech* nous aidera. Enfin, nous irons à fond sur la *silver économie*. Avec l'augmentation de l'espérance de vie et, en contrepartie, les situations de dépendance qui en découlent, c'est une filière d'emplois pour laquelle nous hébergerons et accompagnerons un maximum de *start-up*.

Pour la formation et les lycées, que ferez-vous ?

Pour réussir sur le plan économique, il faut une jeunesse qualifiée. Nous créerons une

banque régionale de l'apprentissage pour faire coïncider les formations dispensées avec les besoins des entreprises. Les formations actuelles ont trois ans de retard sur la réalité du marché et 25 000 offres d'emplois ne sont pas pourvues, ce qui est un comble.

« Je pourrai être 1^{er} adjoint... »

Elu à la Région, vous renoncerez à vos mandats de député et de maire de Nice, mais vous resterez président de la Métropole Nice Côte d'Azur. C'est bien ça ?

A ce moment de ma vie, je fais le choix de consacrer mon énergie à ma terre, de défendre notre histoire, notre identité, nos racines. Je veux ainsi créer un lycée des arts patrimoniaux et de la culture. Si je suis élu, je quitterai l'Assemblée, je ne serai candidat à aucun ministère, mais je garderai mon mandat local (ce qui lui permettra de continuer à diriger la Métropole, ndr). Je ne serai plus maire, mais je pourrai par exemple être premier adjoint. Je resterai sur des ancrages régionaux. Je suis attaché à une terre de France, la mienne. Je ne fais pas semblant, quand je m'engage, je m'engage vraiment.

Votre successeur éventuel en mairie de Nice ?

Je n'aborderai ce sujet qu'au lendemain de la victoire, si je

gagne. Je demande aux gens de s'interroger sur ce qui est bon pour Nice. Et si je suis élu à la Région, j'apporterai à Nice et à tous les territoires l'équité non respectée par la gauche.

Et la primaire de l'UMP. Vous êtes toujours décidé à y aller ?

Je mets en garde mes amis qui continuent à essayer de marquer leurs différences, ce n'est pas rendre service aux treize candidats qu'ils sont censés soutenir pour remporter les régions. On reprendra le cours de l'histoire en 2016. Ce que je leur demande, je me l'impose aussi.

Comment faut-il traiter la question des migrants ?

L'Europe est confrontée à une vague migratoire sans précédent que nous devons endiguer. Mais ne pensons pas que c'est en mettant du fil de fer barbelé partout, comme le veut le FN, que nous résoudrons ce problème. Nous ne le résoudrons qu'en amenant de la croissance en Afrique. On ne peut pas rester insensible aux images terribles qui défilent sous nos yeux. C'est pourquoi je veux installer dans notre région un siège permanent de l'Euro-Méditerranée, labellisé par l'Union européenne, où se tiendront les grandes conférences qui permettront de mobiliser les nations en faveur de l'aide à la croissance en Afrique.

Les 35 h, le Code du travail ?

Le Code du travail est une machine à créer du chômage. Il faut le réécrire totalement, passer de 3 400 à 100 pages et laisser le dialogue social au sein de l'entreprise. Il faut ensuite un contrat de travail unique. Le CDI est trop rigide, le CDD trop précaire. Je souhaite un contrat de travail unique à durée indéterminée qui permettra d'acquiescer des droits de manière progressive. Il faut enfin annualiser le temps de travail, en fonction des commandes de l'entreprise. Quant aux 35 h, ça doit rester un temps de référence pour les heures supplémentaires, à défiscaliser et à dérigidifier, en permettant des discussions branche par branche, entreprise par entreprise. Il ne faut interdire à personne de travailler plus s'il le désire. Cela vaut aussi pour les retraites : je veux qu'on permette à ceux qui atteignent l'âge légal, qui évoluera sans doute, de continuer à travailler tant qu'ils en ont l'énergie et la capacité.

PROPOS RECUEILLIS
PAR THIERRY PRUDHON